à nos Sujets , nous ne pouvons, quoi qu'avec regret, nous dispenser de demander aux Officiers de nos Cours le rachât au denier seize de l'annuel seulement, pour être dispensez pour tous jours de prendre des augmentations de gages au denier dix-huit, qu'ils auroient dû prendre l'année prochaine ; & à tous les autres Officiers Sujets au prêt & à l'annuel, d'en faire le rachât sur le même pied du denier seize, en faisant une année commune des neuf années. A ces causes & autres à ce nous mouvans, de nôtre certaine science, pleine puissance & autorité Royale ; Nous avons par le present Edit perpetuel & irrévocable, dit, statué & ordonné, disons, statuons & ordonnons, voulons & nous plait, que nôtre Déclaration du 27. Août 1701. soit exécutée selon sa forme & teneur, pour ce qui en reste à expirer, & en conséquence que tous les Officiers de nos Cours de Parlement, Maîtres des Requêtes ordinaires de nôtre Hôtel, Chambre des Comptes, Grand Conseil, Cours des Aides & des Monoyes, Bureaux des Finances, Presidiaux, Baillages, Senéchaussées & autres Jurisdicions Royales, Eaux & Forêts, Elections, Greniers à sel, ensemble les Officiers de nôtre Conseil, Cour & suite, & généralement tous les Officiers de Justice, Police & Finances de nôtre Royaume dont les Offices sont casuels, soient reçûs à payer le droit annuel pour l'année prochaine 1710 conformément à l'Arrêt de nôtre Conseil du 24. Septembre dernier. Déclarons qu'à l'avenir il ne sera plus admis aucun Officier sous quelque titre que ce puisse être, au paiement du prêt & droit annuel, passé le dernier du present mois de Decembre. Et pour établir dans la possession de tous les Offices, gages, taxations, augmentations de gages & autres droits